

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/NOR/3
G/SCM/N/1/NOR/3
8 décembre 1995
(95-4010)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

NORVEGE

La Mission permanente de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 novembre 1995.

TRADUCTION NON OFFICIELLE

DECISION DU STORTING [PARLEMENT] NORVEGIEN

DISPOSITIONS LIMINAIRES DU TARIF DOUANIER, ARTICLE 3

(Les modifications, en vigueur à compter du 1er janvier 1996, sont *en italique*.)

Article 3 (dumping et subventions)

1. Aux fins du présent article, le terme "dumping" s'entend de l'importation ou de l'introduction sur le marché de produits provenant d'un autre pays:

- a) à un prix inférieur au prix de vente comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur, ou
- b) en l'absence d'un tel prix dans le pays exportateur, à un prix qui est
 - 1) inférieur au prix à l'exportation comparable le plus élevé du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination de tout autre pays au cours d'opérations commerciales normales, ou
 - 2) inférieur au coût de production dans le pays d'origine du produit majoré d'un montant raisonnable pour les frais de vente et les bénéfices.

Aux fins de la comparaison des prix, il devrait être dûment tenu compte des différences dans les conditions de vente et de livraison, dans les frais de transport, dans la taxation et de toutes les autres différences qui affectent la comparabilité des prix.

2. Si le Roi constate qu'un dumping se produit et qu'il cause un dommage ou menace de causer un dommage important à une branche de production nationale ou qu'il cause un retard substantiel dans la création d'une telle branche de production, il peut, *conformément aux dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC*, imposer un droit antidumping sur le produit en question.

3. En vue de remédier au dommage ou au retard mentionné ci-dessus, le Roi peut, *conformément aux dispositions du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC*, imposer un droit compensateur sur un produit étranger lorsqu'il estime qu'une prime ou une subvention a été accordée dans un autre pays à la fabrication, à la production ou à l'exportation du produit, y compris des subventions spéciales au transport.

4. Si demande lui en est faite par un autre Etat, le Roi peut également imposer un droit antidumping ou compensateur sur un produit étranger lorsqu'un dumping ou le recours à des subventions cause un dommage ou menace de causer un dommage important à une branche de production dans le pays en question.

5. Le montant du droit antidumping ne dépasse pas ce qui est considéré comme correspondant à la marge de dumping, c'est-à-dire la différence entre le prix de dumping et le prix comparable.

Le montant du droit compensateur ne dépasse pas ce qui est considéré comme correspondant à la prime ou à la subvention accordée.

Les droits antidumping et les droits compensateurs ne restent en vigueur que le temps nécessaire pour remédier au dommage résultant du dumping ou des subventions. Le droit est supprimé au plus tard cinq ans après la date à laquelle il a été imposé, à moins qu'un réexamen ne révèle que le dommage va probablement subsister ou se reproduire.

6. Dans la mesure où il le juge approprié, le Roi peut imposer des droits de douane en vertu du présent article pour un ou plusieurs types de produits, pour des produits provenant d'un ou de plusieurs exportateurs déterminés ou pour des produits originaires d'un ou de plusieurs pays déterminés.

Un droit antidumping ou compensateur peut également être imposé à titre de mesure temporaire jusqu'à ce que des renseignements supplémentaires soient disponibles.

7. Les plaintes concernant un dumping ou des subventions sont adressées au Ministère des finances et sont accompagnées des éléments de preuve nécessaires. La plainte n'est pas rendue publique à moins que le Ministère décide d'ouvrir une enquête formelle. En vertu de la procédure suivie dans de tels cas, le Ministère peut demander l'avis d'un comité spécialement désigné. La décision d'imposer un droit antidumping ou compensateur ou des mesures temporaires n'est prise qu'à la suite d'une enquête formelle. Il est donné avis au public de l'ouverture et de l'achèvement de telles enquêtes. Une enquête est close s'il n'existe pas suffisamment d'éléments de preuve ou si la marge de dumping ou la portée de la subvention est négligeable.

Les parties intéressées sont avisées des renseignements qui ont été obtenus et la possibilité leur est donnée de présenter d'autres éléments de preuve pertinents.

Tous les renseignements communiqués aux autorités à titre confidentiel sont couverts par l'obligation de garder le secret sauf disposition légale contraire. Les enquêtes sont normalement achevées dans un délai d'un an, et en tout état de cause, dans les 18 mois qui suivent leur ouverture.

8. Le Roi peut prendre d'autres règlements pour la mise en oeuvre des décisions concernant les droits imposés en vertu du présent article ainsi que la modulation et, le cas échéant, le remboursement d'un droit antidumping ou compensateur.

9. Le Roi met fin à une ordonnance imposant un droit antidumping ou compensateur lorsque les conditions qui le justifiaient n'existent plus.

10. Le Roi peut également réduire le montant du droit antidumping ou compensateur.

11. Toute décision d'imposer un droit conformément au présent article est notifiée sans délai au Storting [l'Assemblée nationale norvégienne] accompagnée d'un exposé détaillé de l'affaire.